

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Droit-International-Public-en-perdition>

Le Droit International Public en perdition

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : lundi 17 mars 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le Droit International Public en perdition.

Un empire n'a pas d'alliés, seulement des vassaux. La majorité des Etats membres de l'union Européenne paraissent avoir oublié cette réalité historique.

Par Moir

En español clicar [AQUI](#)

Un empire n'a pas d'alliés, seulement des vassaux. La majorité des Etats membres de l'union Européenne paraissent avoir oublié cette réalité historique. A nos yeux et sous la pression de Washington, qui les incite à prendre part dans une guerre contre l'Irak, des pays théoriquement souverains se laissent ainsi entraîner vers la triste condition des pays satellites.

On se demande avec insistance qu'y a t- il changé depuis le 11 septembre 2001. Nous avons une réponse avec la publication le 20 septembre d'un document de l'Administration nord-américaine par lequel elle définit la nouvelle « stratégie nationale de sécurité des Etats-Unis ». Désormais l'architecture géopolitique mondiale a une seule super puissance à sa tête,

les Etats-Unis, « qui possède une puissance militaire sans égal » et qui n'hésitera pas « à exercer -en solitaire si nécessaire- son droit d'autodéfense à titre préventif ». Une fois identifiée une « menace imminente », « Les Etats-Unis interviendront même avant que la menace se concrétise ».

Clairement, cette doctrine rétablit le droit de « Guerre Préventive » qu'Hitler a appliqué en 1941 contre l'Union Soviétique et le Japon, la même année, contre les Etats-Unis à Pearl Harbour. Cette doctrine raye d'un trait de plume le principe fondamental du Droit International, adopté à la fin de la Guerre de Trente Ans, avec le Traité de Westfalia en 1648, dans lequel on établissait qu'un Etat ne peut pas intervenir, et surtout militairement, dans les affaires intérieures d'un autre Etat souverain (principe déjà bafoué en 1999 avec l'intervention de l'Otan en Kosovo).

Tout cela signifie que l'ordre international fondé en 1945, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale et dirigé par les Nations Unis (ONU), touche à sa fin. A la différence de la situation que le monde a connu pendant la dernière décennie après la chute du Mur de Berlin (1989) et la disparition de l'Union Soviétique (1991), Washington assume seule sa place de « Leader Global » sans complexes, avec mépris et arrogance. La condition d'empire jusqu'il y a très peu de temps considérée comme une accusation typiquement « antiaméricaine primaire », est maintenant ouvertement revendiquée par les faucons qui tournent autour de l'administration Bush.

A peine mentionnées dans le document du 20 septembre, les Nations Unis restent, en conséquence, à la marge ou réduites à un simple bureau d'enregistrement des décisions de Washington. Aucun Empire obéit à aucune loi qui ne soit la sienne. Sa Loi devient « Loi Universelle ». Faire que ces lois soient respectées, avec la force si nécessaire, devient une « mission impériale ». Le cercle est ainsi bouclé.

Dans l'ambiance d'intimidation qui règne dans cette pré-guerre avec l'Irak et sans se rendre forcément compte du changement structurel en cours, plusieurs dirigeants européens (de Grand-Bretagne, Italie, Espagne, Pays Bas, Portugal, Danemark, Suède ?) adoptent déjà le respect aux Etats-Unis, dans une attitude servile. Sacrifiant en même temps l'indépendance, la souveraineté et la démocratie nationale. Mentalement ces dirigeants ont traversé la ligne de démarcation entre l'allié

et l'inféodé, entre l'associé et la marionnette en implorant pour leur armée, dans la bataille qui s'annonce, la fonction si peu glorieuse de troupe de réserve, et après la victoire nord-américaine, quelques gouttes du pétrole misérable. ?

Parce que tout le monde le sait, au-delà des arguments donnés, l'un des objectifs principaux de la guerre contre l'Irak est effectivement le pétrole. S'approprier des deuxièmes réserves mondiales d'hydrocarbures permettrait au président Bush de transformer complètement le marché pétrolier de la planète. Sous protectorat des Etats-Unis, l'Irak pourrait doubler rapidement sa production de brut, ce qui apporterait une baisse de prix du pétrole immédiate et peut être la réactivation de la croissance économique des Etats-Unis et déboucher ainsi vers d'autres objectifs stratégiques.

En premier lieu, donner un grand coup à une de ses « bêtes noires », l'organisation de Pays Exportateurs du Pétrole, l'OPEP et à quelques uns des pays membres, en particulier la Libye, l'Iran et Venezuela (au risque que des pays amis prennent aussi : Mexique, Nigeria, Algérie ?)

En deuxième lieu, le contrôle du pétrole iraquien leur permettrait de prendre leurs distances avec l'Arabie Saoudite, chaque jour consacré comme le sanctuaire d'un islamisme radical. Dans cet improbable scénario wilsonien de restructuration du Moyen-Orient mais annoncé tout de même par Richard « Dick » Cheney, l'Arabie Saoudite serait démantelée et établie comme un émirat indépendant, sous protectorat américain dans la riche province pétrolifère de Hassa, où se trouvent les principaux gisements du pétrole saoudite avec une population majoritairement chiite.

Dans une telle perspective, un conflit avec l'Irak serait une antichambre à court terme d'une autre attaque en attente contre l'Iran, pays déjà classifié comme membre de « l'axe du mal ». Les réserves iraniennes en hydrocarbures viendraient compléter le fabuleux butin que Washington souhaiterait s'approprier avec cette première guerre de l'ère impériale...(1)(et pourquoi pas aussi continuer avec celle de la Colombie en l'élargissant au Venezuela et à l'Equateur pour ouvrir plus tard un nouveau front à la Triple Frontière pour soumettre le Paraguay, le Brésil et l'Argentine en encerclant ainsi pour se les approprier aussi les énormes réserves d'hydrocarbure de la Bolivie)

L'Europe peut-elle s'opposer à cette dangereuse aventure qui commence ?

Oui !

Comment ?

En premier lieu, en utilisant son double droit de veto (France, Royaume-Uni) au sein du Conseil de Sécurité de Nations Unies.

En deuxième lieu, en bloquant l'instrument militaire de l'Otan, sur qui compte Washington pour son expansion impériale et dont l'utilisation est soumise. Mais dans les deux cas les pays d'Europe devraient se comporter comme de vrais associés et pas comme des vassaux .

Note

(1) Note de Carlos Debiassi

Post-scriptum :

[Argenpresse](#)

Traduction : Carlos Debiassi